

PRÉSIDENTIELLE 2007

## « J'ai une question à vous poser » : les journalistes politiques et les panélisés de TF1

**Pour tenter de réconcilier les citoyens avec les débats politiques, ou plus exactement les téléspectateurs avec l'audimat, TF1 a confié à un « panel » de téléspectateurs le soin d'interroger les candidats à l'élection présidentielle. Émission très contestable, émission contestée par les « grands » journalistes professionnels...**

Sur TF1, tous les simulacres étaient au rendez-vous : simulacre d'agora démocratique, simulacre de proximité, simulacre d'interaction. Et d'abord simulacre de représentativité. A supposer qu'un « panel » de cent personnes puisse être représentatif, qu'en reste-t-il quand seule la moitié environ a le temps de poser des questions aux « grands » candidats, et que moins d'une cinquantaine se distribuent entre quatre candidats quand les « petits » sont successivement interrogés au cours de la même émission ?

Inutile de revenir longuement sur ce miroir déformant disposé face aux candidats après avoir été préparé par les fabricants du concept et incliné à sa convenance par Patrick Poirve d'Arvor. La distribution de la parole, le temps accordé à chaque intervenant, la quasi-impossibilité où se trouvent la plupart d'entre eux de préciser leur propos et de réagir aux réponses : l'ensemble du dispositif permet d'organiser un grand oral devant un jury de figurants et de seconds rôles.

Il n'en fallait pas plus pour que les « grands » professionnels de la profession tentent de justifier leur existence en invoquant un journalisme idéal qu'ils exercent fort peu et l'opposent non seulement au peuple imaginaire construit par TF1, mais surtout au peuple imaginaire qu'ils ont inventé à partir de celui qu'ils croyaient apercevoir dans l'étrange lueur.

Corporatisme de la corporation et ethnocentrisme de caste.

### Les sanglots des journalistes professionnels

Levée de boucliers et torrents de larmes, défense de « l'élite » et lamentations sur le « populisme » nous ont valu des analyses inoubliables. Ne retenons que trois d'entre elles. A tout seigneur, tout honneur. Alain Duhamel, dans sa chronique de *Libération*, déplore à gros sanglots l'apparition de ces émissions qui « ressemblent donc à la quintessence, à la caricature de la démocratie d'opinion : pas de confrontation candidat contre candidat, projet contre projet, moins encore d'interviews dignes de ce nom, mais au contraire de pseudo-échantillons de Français anxieux de témoigner de leurs problèmes personnels et d'ajouter 63 millions de cas particuliers ». Comme pour la plupart de ses collègues, le chroniqueur regrette que l'on remplace les « interviews dignes de ce nom » (menées par Alain Duhamel ?) par « une escouade de citoyens tirés au sort et exigeant de repartir avec la solution à leurs problèmes individuels » (*Libération*, 11 avril 2007)

Même mépris chez Claire Bommelaer, journaliste au service politique du *Figaro* qui, dans les colonnes de ce quotidien branché sur les préoccupations populaire, se lamente, le 20 février : « 100 Français de la rue, des M. et Mme Tout-le-Monde qui font part de leur préoccupation quotidienne, du niveau trop bas de leur retraite, de l'avenir incertain de leur commerce, de la difficulté de leur fils à trouver un emploi. Avec, à chaque fois, cette attente : que pouvez-vous faire pour moi ? » Car pour elle, ceux qui posent des questions dans ce type de programme « se contentent souvent de mettre en avant leur vie de quartier, de salariés ou de parents. »

Que les panélisés de TF1 soient convoqués pour tenir un rôle subalterne sur la scène préparée à leur intention, mais surtout à celle de l'audimat, cela ne fait aucun doute. Mais ne formaient-ils vraiment qu'« une escouade de citoyens tirés au sort et exigeant de repartir avec la solution à leurs problèmes individuels » (Alain Duhamel) et se comportant « un peu comme si on était devant le guichet de la Sécurité sociale » (Pierre-Luc Séguillon sur LCP-AN le 7 mars 2007) ?

### Des témoins d'eux-mêmes ?

Si l'on en croit les « grands » professionnels de la profession, l'émission « j'ai une question à vous poser » aurait mérité d'être nommée « j'ai un problème personnel à vous exposer ». Dans les trois émissions consacrées aux candidatures qui ont bénéficié du temps de parole le plus important, rien de tel. Certes, comme il arrive presque toujours dans les débats télévisés, les « simples citoyens » sont moins invités à intervenir qu'à poser des questions, et moins à poser des questions qu'à apporter des témoignages, comme le suggèrent à plusieurs reprises les « relances » de Patrick Poirve d'Arvor : « deux questions qui sont en fait deux témoignages » ; ou encore : « sur le thème des petits frères et des petites sœurs, il y a le témoignage de Dalila qui avait une question à vous poser ». Et ses encouragements répétés, comme celui-ci : « Pour toujours être concret, à chaque fois, n'hésitez pas à parler de votre exemple et expérience personnelles ».

Et bien sûr, nombre de questions se référaient explicitement à des situations personnelles. Mais dans les trois émissions considérées, moins de 15% des questions étaient consacrées à un problème strictement personnel (un ami cancéreux qui ne trouve pas de travail, une fille sourde qui n'a pas accès à la culture) et même seulement 5% avec François Bayrou.

Mieux : si pour 35% des intervenants avec Ségolène Royal, 30% avec Nicolas Sarkozy, 20% avec François Bayrou, il est effectivement possible de déceler un lien entre la profession ou la situation personnelle de l'intervenant et la question posée, celle-ci reste, dans tous ces cas-là, de portée générale, même quand elle concerne des questions sociales spécifiques (un agent hospitalier posant une question sur les effectifs insuffisants à l'hôpital ne peut pas vraiment être assimilé à un Français « exigeant de repartir avec la solution à [ses] problèmes individuels »).

Mais surtout, la plupart des intervenants soulèvent des questions sans aucun lien apparent avec leur situation particulière : 50% avec Ségolène Royal, 55% avec Nicolas Sarkozy, 75% avec François Bayrou. Les mêmes proportions peuvent être observées avec les candidats qui ne disposent que de 20 à 30 mn pour s'exprimer. Ainsi sur les dix questions posées à Olivier Besancenot, aucune ne porte sur la situation personnelle de l'intervenant, et deux questions entretiennent un rapport avec la situation de l'intervenant, mais ont une portée générale (une aide-soignante l'interroge sur les retraites, déclare que les infirmières ne sont pas assez payées et que « les chômeurs vivent mieux que nous » ; un étudiant en marketing constate que trop d'étudiants doivent travailler « en parallèle » et l'interroge sur le financement des études). Les huit autres questions soulèvent des questions générales sans rapport avec la situation particulière de l'intervenant. De même sur huit questions posées à Philippe de Villiers, une seule peut être considérée comme une question catégorielle liée à la situation de l'intervenant. Les sept autres ont une portée générale, mais sans rapport direct avec la situation particulière de l'intervenant.

Comme on le voit, pour ces trois émissions, on est donc très loin d'une majorité de questions qui porteraient uniquement sur « la vie de quartier ». Manifestement, nos « grands » journalistes politiques portent les lunettes du mépris social quand ils regardent la télévision. Manifestement, ils préfèrent ne rien savoir de la diversité des expériences, socialement et culturellement marquées, des rapports à la politique, considérant que leur vision du monde doit être immédiatement partagée par tous parce qu'elle mériterait de l'être.

Ce n'est pas tout. Non contents de dresser le portrait de citoyens rivos à leur nombril (et à leurs misérables existences singulières), nos éminences éditoriales jugent que leur niveau aurait été, sans exception, lamentable : « du registre de discussions de canton » (Pierre-Luc Séguillon).

## Un horizon borné ?

Il est vrai que le « registre » des panélisés n'est pas exactement celui des « grands » professionnels. 20% à peine des questions posées à Ségolène Royal portaient sur des questions de tactique ou de positionnement politique (comme le rôle des « Eléphants » du PS, ou l'organisation de sa campagne). Ce rapport n'était que de 10% pour Nicolas Sarkozy [4]. Ces proportions sont nettement inférieures à celles que l'on trouverait dans la plupart des interviews et des débats administrés par nos « grands » journalistes politiques qui taillent l'horizon à leur mesure et le colore en permanence de politique « politicienne » [5].

En revanche, ce sont les questions économiques et sociales les plus diverses, mais toujours de portée générale, même quand elles touchent des problèmes spécifiques, qui ont dominé les émissions. En témoigne le rapide recensement des questions abordées.

Avec Ségolène Royal : 13% des questions portaient sur la fiscalité, les impôts, la dette publique, 20 % sur les retraites, la santé, 10% sur les salaires et l'emploi. Avec Nicolas Sarkozy : 22% des questions portaient sur les salaires, l'emploi et le logement, 18% sur les retraites et la santé, 11% sur l'insécurité, 10% sur l'agriculture et l'écologie. Avec François Bayrou : 20% des questions portaient sur l'école (un des thèmes prioritaires de sa campagne).

Et les proportions générales sont encore plus grandes avec certains « petits » candidats. Ainsi, sur les 17 intervenants qui ont posé, en 31'40, leurs questions à Arlette Laguiller, 15 portaient sur des questions sociales aussi futiles que le chômage et les licenciements, le niveau des salaires et les retraites, les délocalisations et les profits patronaux. Et les 8 intervenants qui purent poser leurs questions à Dominique Voynet, ont tous abordé des problèmes sociaux, des plus spécifiques (sur le manque de place dans les crèches et les personnes handicapées, par exemple) aux plus générales (sur l'avenir de l'agriculture ou de la politique culturelle, par exemple) : toutes questions de moindre envergure, il est vrai, que celles qui portent sur les résultats des sondages...

Pour Claire Bommelaer, le « débat » aurait été un « *un débat finalement moins riche qu'escompté.* » La raison ? « *Les citoyens ont beau être les meilleurs experts d'eux-mêmes, ils ne sont pas forcément les plus grands experts de politique étrangère ou européenne, pour ne prendre que ces exemples.* » Certes, les questions internationales ont été négligées, mais soulever des questions sociales, ce ne serait être « expert » que de soi-même ?

## Des clients dociles ?

Comme le rappelle Hélène Jouan, le 15 février 2007, sur France Inter, « *un journaliste est censé connaître ses sujets, on attend de lui qu'il questionne, qu'il coupe, qu'il relance son interlocuteur, éventuellement qu'il rectifie ses propos.* » Censé connaître et rectifier, en effet... Mais quand on confronte le journaliste idéal qui « corrige » au journalisme réel, le résultat est pourtant loin d'être convaincant.

Autre critique adressée aux « panélisés » de TF1 : celle du très offensif Alain Duhamel dans *Paris Normandie*, le 12 février 2007 : « *je pense que les journalistes sont plus offensifs que le public* ». Certes, mais imputer au « public » les effets du dispositif de l'émission, c'est se tromper de cible... et se tromper sur la cible. En effet, en dépit des contraintes imposées par le simulacre de démocratie « représentative » offert par TF1, les intervenants n'ont pas manqué d'être offensifs. Et l'on se doute qu'ils l'auraient été plus encore si le dispositif lui-même n'avait pas désamorcé leurs contestations.

Quand, dispensés de faire campagne, on regarde et on écoute attentivement les émissions, que voit-on et qu'entend-t-on ? On constate, n'en déplaise à Alain Minc [1], que Nicolas Sarkozy a eu à subir huit questions explicitement critiques (sur l'homosexualité, sur ses références au Front National, sur l'augmentation des salaires des ministres) Et pour Ségolène Royal, neuf critiques sans équivoque dans une émission s'est conclue sur une salve de trois questions agressives consécutives (« *la gauche est incapable de lutter contre la délinquance* », « *vous, les fonctionnaires, vous ne*

*prenez pas de risques et promettez tout sans connaître* », « *vous êtes des fumistes qui dépensez notre argent en frais* »)

Certains « petits » candidats ont été mieux « servis » que d'autres. Ainsi, sur les onze interventions (y compris deux « relances ») destinées à José Bové, seules deux questions (sur les AMAP, sur la proposition d'augmentation du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche) peuvent être considérées comme des questions manifestement complaisantes. Deux autres épousent les propositions du candidat. En revanche, José Bové a dû répondre à six interventions explicitement critiques, dont quatre manifestement hostiles. De même, Arlette Laguiller a dû faire face à quatre interventions critiques explicites, dont trois particulièrement virulentes sur son « *combat stérile* » pour des idées « *qui mènent à la dictature* ».

## Un autre journalisme ?

Les protestations contre l'émission de TF1 ont permis d'entendre des « pédagogues »

- qui se prévalent d'un professionnalisme idéal qui coïncide rarement avec leur professionnalisme réel ;
- qui ne tolèrent l'expression des souffrances sociales qu'à condition que cette expression ne déborde pas des « micro-trottoirs » et des simples témoignages ;
- qui s'insurgent contre les questions posées à partir d'expériences sociales et politiques qui ne sont pas celles interviewers patentés, mais ne font rien pour favoriser l'accès à la parole publique de ceux qui en sont généralement exclus ;
- qui ne consentent (parfois) à entendre des individus qu'à condition qu'ils n'empiètent pas sur les prérogatives des seuls individus qui comptent : eux-mêmes ;
- qui s'inquiètent d'être occasionnellement privés de leur prétendue maîtrise, mais marginalisent l'expression des forces collectives (syndicales et associatives) sans même s'inquiéter de les avoir réduites au silence pendant toute la campagne présidentielle.

Quand TF1 invite une collection d'individus et les traite comme des moutons de panel, ce qui révolte nos notables, c'est que ces exemplaires de l'opinion publique aient pris leur place. Alors que, en dépit de la place qui leur était réservé, ces intervenants ont fait entendre les questions qu'ils se posent et notamment les questions sociales qu'ils voulaient mettre au centre du débat, nos compétents leur reprochent de ne pas avoir posé les questions qui intéressent les représentants auto-proclamés de l'intérêt général, c'est-à-dire eux-mêmes./ Mais à aucun moment il ne leur vient à l'esprit qu'ils ne sont pas les seuls - flanqués de quelques experts et de quelques intellectuels de télévision - à savoir de quoi ils parlent (quand ils le savent). Et en particulier que, hormis « le Cercle des Economistes », l'Institut de l'Entreprise » ou « La République des Idées », il existe des forces associatives et syndicales qui auraient pu interpellé les candidats. Encore aurait-il fallu pour cela que les Duhamel et les PPDA y pensent.

L'émission très « professionnelle » de TFI et les critiques encore plus « professionnelles » qu'elle a suscitées montrent que la pédagogie méprisante (adossée à la domination) et la démagogie mercantile (indexée sur les parts de marché) sont les deux variantes du même journalisme d'en haut. Les donneurs de leçons et les passe-plats sont des frères jumeaux. Leurs querelles préparent leurs réconciliations. En vérité, sur l'essentiel, ils sont déjà d'accord.

Jean-Charles Dughetti et Henri Maler, 20 avril 2007 (version abrégée)

---

[1] Dans le petit théâtre de Guillaume Durand (« Esprit libres » sur France 2, vendredi 2 mars 2007). Alain Minc, sarkozyste révolté, s'insurge : - « [...] *Moi, je serais très intéressé de savoir ce qui s'est passé dans le subconscient des dirigeants de TF1 qui, accusés de sarkozisme primaire, ont fait un panel d'un confort douillet à Ségolène Royal et, pour se la mettre à l'abri de François Bayrou, lui ont trouvé un nombre absolument impressionnant de faire-valoir et ont fait un panel plus difficile (pas très difficile mais plus difficile) à Sarkozy.* [...] »

- Guillaume Durand : - « *Donc vous dites que ces panels ont été truqués ?* [...] »

- Alain Minc : « *J'ai pas dit "truqués". Je m'interroge.* [...] »

Alain Minc, expert en plagiat, s'interroge donc sur d'éventuels trucages. Amusant...